



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article2979>

Communiqué de la COD

- Le parti - Cadres du Parti -



Date de mise en ligne : jeudi 16 décembre 2010

Union des Forces de Progrès

Alors que le pouvoir d'achat du citoyen s'érode chaque jour par la hausse des prix et la pression fiscale, que l'activité économique est quasiment paralysée, que l'administration, minée par le clientélisme et le népotisme, patauge dans sa propre incurie et que le nord du pays est frappé par l'épidémie de la fièvre de la vallée du Rift d'abord niée puis minimisée par le gouvernement jusqu'à ce qu'elle prît une dimension nationale difficilement maîtrisable, le pouvoir de Mohamed Ould Abdel Aziz ne trouve comme réponse que la politique de la diversion, de la provocation et du mépris délibéré du peuple mauritanien. Ainsi, pour couvrir ses propres échecs, nombreux (restructuration de la gazra chaotique, politiques sanitaires et éducatives défailtantes, etc.) et en détourner l'attention des populations, le régime se lance depuis quelques jours, faisant feu de tout bois, dans une campagne d'intoxication et de désinformation de l'opinion nationale aussi grossière que malveillante. Cette campagne qui a d'abord visé le Président de l'UFP Monsieur Mohamed Ould Maouloud, touche maintenant d'autres figures de l'opposition taxées de « trahison » et de d'« intelligence avec des forces étrangères » par des articles commandés et des reprises malicieusement tronquées de révélations de Wikileaks d'abord, puis des tracts qui portent la signature indubitable d'officines du pouvoir connues.

De même, et dans le but de se donner un prétexte pour confisquer davantage de libertés et museler toutes les voix qui osent dénoncer ses tares et abus, le pouvoir a procédé, lundi dernier, à la répression puis l'arrestation de plusieurs militants des droits de l'homme venus dénoncer un cas d'esclavage et s'assurer de sa prise en charge conformément à la loi.

Face à cette situation qui dénote d'un désarroi évident et d'un manque de discernement gravissime à la tête de l'Etat, la COD :

- 1- Condamne avec force la campagne mensongère menée par le pouvoir contre l'opposition et ses leaders et exige son arrêt immédiat et la punition de ses auteurs ;
- 2- Exprime sa solidarité avec le combat pacifique et légitime mené par les organisations des droits de l'homme pour l'application de la loi incriminant l'esclavage et engage les autorités à sanctionner, sans complaisance, toute personne qui commet ce crime odieux ;
- 3- Exige la libération des militants des droits de l'homme n'ayant pour crime que l'exercice de leur devoir civique ;
- 4- Met en garde Mohamed Ould Abdel Aziz et son pouvoir contre la persistance dans la politique de l'autruche et l'invite à engager sans tarder, comme il l'a promis, le dialogue national inclusif ; seule voie de sortie de la crise où se débat le pays.

Nouakchott, 15 décembre 2010

La Commission de Communication